

Agriculture urbaine  
et sécurité alimentaire  
**Installez vos champs à la ville ! 1**

Les enjeux de l'industrie sucrière  
**Passage en douceur ? 3**

Le développement des petites îles  
**Entre le ciel et l'eau 4**

EN BREF 6

REPÈRES 10

PUBLICATIONS 11

ENTRE NOUS 14

POINT DE VUE

**Conservation de la nature 16**

Site Web : <http://www.cta.nl>

## Dans ce numéro



Chaque jour devrait être spécial. D'ailleurs les mois de juin et de juillet, quand vous lirez ce numéro, sont

riches en journées particulières qui se rapportent au développement agricole et rural. Le 5 juin, c'est la Journée mondiale de l'environnement, le 17, la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse.

Le 11 juillet sera consacré à la population mondiale; l'article qui ouvre ce numéro de Spore parle de l'agriculture en ville pour nourrir les citadins. Le dernier samedi de juillet marquera la Journée internationale des coopératives – qui font tout ce qu'elles peuvent pour s'adapter aux impératifs de la mondialisation.

Près de 40% des États ACP sont des îles : nos articles sur le sucre et sur l'économie des îles nous rappellent certains enjeux de la mondialisation.

Dans ce numéro, vous pourrez lire aussi les conclusions des évaluations de deux des programmes du CTA, le programme d'édition et celui des visites d'étude et séminaires. Nous espérons que notre mélange habituel de nouvelles, de points de vue et d'informations pratiques vous servira au quotidien, maintenant et plus tard.



Illustration Helen Larkins

## Agriculture urbaine et sécurité alimentaire

# Installez vos champs à la ville !

**Le monde s'urbanise, et l'agriculture aussi. Les paysans des villes joueront un rôle croissant dans l'avenir, mais qui va les prendre en compte et s'occuper d'eux ?**

**"**Cette plante est un placement. Elle est utile quand il n'y a plus d'argent. On peut récolter les *mayunis* (tubercules de taro) et manger les feuilles en *etimpa* (sauce)." Cette attitude des plus réalistes est celle d'une mère de famille pauvre qui cultive une petite parcelle de bas-fond, près d'un canal de drainage, à Kampala (Ouganda). Dans leur majorité, les 700 millions de paysans des villes de ce monde partagent un tel point de vue.

Les villes attirent plus que les campagnes. En Afrique, 35% des 749 millions d'habitants du continent sont déjà des citadins et leur nombre augmente de 8% par an. Face à ce défi, l'objectif classique de l'agriculture est de "nourrir les villes" en augmentant la production rurale plus rapidement que ne croît la population urbaine (voir *Spore* 76, p. 4).

Bien des prévisions présentent ainsi la ville comme un grouillement avide au bord de la révolte, mais il y a un autre scénario.

Ces dix dernières années, l'agriculture urbaine a commencé à intéresser les agronomes aussi bien que les décideurs. Partout dans le monde, les études de cas se multiplient comme des champignons. Elles montrent que les citadins, qu'ils soient pauvres ou riches, développent de nouveaux systèmes de production fondés sur le petit bétail (lapins, chèvres, cochons d'Inde, porcs), la volaille (poulets, canards, pintades), les légumes, les fruits et les condiments. Elles traitent aussi de la foresterie urbaine qui produit des fruits, des noix, du bois de chauffage et des matériaux de construction. Pour certains, l'agriculture urbaine est une voie d'accès au développe-

ment plus porteuse que l'économie informelle, le troc (voir le prochain *Spore*, n° 82) ou la microfinance.

Les politiques d'ajustement structurel et l'effondrement de la majeure partie de l'économie formelle ont stimulé l'expansion de l'agriculture urbaine en Afrique. D'anciens fonctionnaires de Harare (Zimbabwe) ont été conduits à occuper illégalement des terres pour compléter l'alimentation et le revenu de leurs familles. Quand ils se sont aperçus qu'ils pouvaient gagner ainsi dix fois leur salaire, ils se sont faits paysans des rues à plein temps. À Dar es-Salaam (Tanzanie), plus des deux tiers des familles pratiquaient une forme d'agriculture urbaine au début des années 90 contre seulement un cinquième à la fin des années 60. En général, l'agriculture urbaine est à petite échelle. Et contrôlée par les femmes, avec les exceptions notables du Brésil, de la Chine et du Sénégal où les hommes dominent.

### Pas seulement pour les femmes

L'agriculture urbaine améliore la vie des femmes. Économiquement, par la vente des produits ou la dispense d'achat, et nutritionnellement, grâce à des produits frais et plus variés. Elle améliore l'approvisionnement alimentaire : les récoltes sont meilleures sur des terrains bien fertilisés ou en cultures hydroponiques (plantes cultivées dans de l'eau enrichie en éléments nutritifs).

L'agriculture urbaine a aussi un effet positif sur l'environnement car plus de végétation améliore la qualité de l'air en piégeant les émissions de gaz issues de carburants fossiles et l'évaporation rafraîchit l'atmosphère. Dans les quartiers défavorisés, planter des arbres incite à prendre soin du milieu et renforce la cohésion des organisations communautaires. La production de compost, très utilisé dans l'agriculture urbaine, contribue à la gestion des déchets.

### Dangers pour la santé

Toutefois, l'agriculture urbaine fait courir des risques sanitaires, qui réclament des mesures rapides et larges. Jac Smit, de l'Urban Agriculture Network, souligne les

dangers de la production alimentaire incontrôlée dans les villes : contamination par les déchets humains ajoutés au compost sans traitement, par les huiles de vidange et les métaux lourds; tuberculose communiquée par les animaux; empoisonnement par les insecticides; peste répandue par les rats attirés par le compost; pollution des sols et des nappes d'eau souterraines par les produits chimiques; moustiques proliférant dans les bassins d'irrigation mal entretenus et transmettant le paludisme.

Aussi les urbanistes et les décideurs sont-ils face à une nouvelle responsabilité et à une tâche compliquée. Dans les années 90, les autorités de Harare (Zimbabwe) ont été confrontées à un boom de l'agriculture urbaine qui a affecté environ 10 000 ha, soit un cinquième de la ville. Leur première réaction, interdire et déplacer de force les exploitants, a vite mobilisé contre elles les habitants soucieux de dialogue et de partenariat. Les autorités se sont aujourd'hui adoucies. La gouvernance urbaine doit prendre en compte l'agriculture urbaine, en adaptant les procédures sanitaires et en gérant le foncier. De fait, là où l'agriculture urbaine est un succès (Saloa en Côte d'Ivoire et Accra au Ghana), un partenariat étroit s'était développé entre les autorités locales, les services techniques, les paysans des villes et les institutions financières.

Les nécessités de la survie se conjuguent aux lois du marché pour favoriser une croissance soutenue de l'agriculture urbaine. Mais cette croissance doit être contrôlée. Il faut des systèmes que puissent s'approprier, en termes de compétence et de financement, ceux qui ont le plus à gagner de l'agriculture urbaine : les pauvres des villes. Des méthodes simples doivent être mises au point pour décontaminer les déchets avant de les composter, pour nettoyer les sols pollués, pour traiter les eaux usées, par exemple avec des algues qui purifient l'eau et des lentilles d'eau qui extraient les polluants.

La culture hydroponique mérite plus d'attention, car elle a des rendements élevés. Elle est pour le moment considérée comme "high-tech" parce qu'elle requiert des systèmes de stockage et de circulation d'eau complexes, mais pas forcément coûteux, et un apport précis d'éléments nutritifs. Qu'il soit issu

d'un laboratoire ou d'une communauté locale, le scientifique qui développera une méthode d'hydroponie simple et facile à transférer sera reconnu au prochain millénaire pour sa contribution significative à la sécurité alimentaire. Les services urbains qui fourniront la vulgarisation et l'appui financier et technique seront aussi appréciés, tout comme les villes qui développeront des stratégies de gestion de l'environnement. Parmi les précurseurs, on peut citer le réseau de femmes ACFODE (Uganda's Action for Development) et la Zimbabwe Farmers' Union, qui donnent des informations sur les questions foncières, financières et techniques.

Par certains côtés, les agricultures rurale et urbaine rencontrent les mêmes problèmes : durabilité, questions de genre, accès aux techniques et aux financements, vulgarisation, organisation des producteurs. Mais chacune a ses besoins propres. Sur le versant urbain, la question la plus pressante est : quel doit être son parrain institutionnel, quel ministère doit s'en occuper? La communauté agricole doit aller à la rencontre de l'agriculture urbaine, épouser sa cause, renforcer ses moyens, affirmer sa légitimité et lui donner ses lettres de noblesse.

*L'accélération de l'urbanisation, l'épuisement des ressources agricoles, l'insécurité alimentaire croissante et la détérioration de la qualité de la vie dans les villes sont autant de raisons d'informer les politiciens, les institutions de développement, les organisations de producteurs et les ONG du potentiel de l'agriculture urbaine et périurbaine. C'est l'objectif de la réunion que le CTA organisera en octobre prochain à La Havane, à Cuba, avec l'ACPA (Association cubaine de production animale), le BMZ (ministère allemand de la Coopération au développement), la Fondation pour la coopération en développement (DSE), la SIDA (Agence suédoise de développement) et la Fondation pour l'écologie, la technique et la culture (ETC, Pays-Bas).*

Pour plus d'information :

The Urban Agriculture Network (TUAN)

1711 Lamont St NW

Washington, DC 20010 – USA

Fax : + 1 202 986 6732

E-mail : urbanag@compuserve.com

Resource Guide to Urban Agriculture, CTA, 1999.

276 p. CTA working paper 8002, disponible sur demande au CTA

Il y a presque autant d'agriculteurs en ville qu'à la campagne



Photo Periscop

### L'équation de l'AU = 6 "si" + 1 "mais"

L'agriculture urbaine (AU) peut contribuer fortement à la sécurité alimentaire des pays ACP, si :

- la priorité va aux légumes à haut rendement, aux condiments, aux épices et au petit bétail;
- des technologies modernes, populaires et bon marché sont accessibles aux pauvres;
- les risques sanitaires liés aux animaux, aux déchets et aux contaminants sont reconnus, étudiés et prévenus;
- les urbanistes révisent les lois et règlements sur l'accès à la terre et l'usage des terres abandonnées;
- des services d'appui technique et financier sont disponibles pour tous les paysans des villes;
- les rôles des hommes et des femmes sont respectés, surtout là où les femmes constituent la majorité des agriculteurs urbains.

Mais c'est l'agriculture rurale qui, dans un futur prévisible, continuera à fournir l'essentiel des produits alimentaires nécessaires dans les pays ACP.

# Passage en douceur ?

**D'importance capitale pour les devises et l'emploi qu'elle procure, l'industrie sucrière à Fidji, au Guyana et à la Jamaïque vit aujourd'hui des heures difficiles. Son vieux cœur bat encore, mais ne retrouvera un meilleur rythme qu'à force d'investissements.**

Comme à Fidji et au Guyana, le sucre joue un rôle très important dans l'économie jamaïcaine, même si chacun de ces pays ne représente que 1 % de la production sucrière mondiale. Une production totale de 186 000 t a permis à la Jamaïque de gagner 88 millions d'euros (95 millions de dollars US) en 1998, soit la moitié des recettes d'exportations agricoles. De même que le sucre guyanais et fidjien, le sucre jamaïcain est exporté principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis où il bénéficie d'un accès privilégié au marché et de tarifs préférentiels. Les exportations de sucre jamaïcain vers l'Union européenne sont soumises à un quota annuel de 126 000 t, rempli chaque année, et à un contingent supplémentaire de 37 000 t, parfois non rempli.

L'industrie sucrière jamaïcaine remonte au XIV<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, le pays est devenu un des grands producteurs et exportateurs mondiaux, mais les chiffres de production fluctuent et sont passés d'un record absolu de 514 000 t en 1965 au niveau actuel de 230 000 t. La capacité de production annuelle est de 325 000 t, répartie sur huit sucreries.

À Fidji, en revanche, l'industrie sucrière s'est développée bien plus tard, au XIX<sup>e</sup> siècle ; la production actuelle atteint 500 000 t réparties sur quatre sucreries. Contrairement à la Jamaïque et au Guyana, Fidji tire profit du déficit structurel de production en Asie, destinant près de la moitié de ses exportations aux pays de la région comme le Japon, Singapour, la Corée du Sud et la Malaisie.

Sucre signifie emploi. Comme à Fidji et au Guyana, l'industrie sucrière jamaïcaine est grande créatrice d'emplois : elle offre du travail direct à 40 000 personnes dont 16 000 petits exploitants indépendants et 4 000 ouvriers d'usine – ce qui représente 4,2 % de la population active –, et elle procure également des emplois indirects à 100 000 personnes. Au Guyana et à Fidji, l'industrie sucrière emploie respectivement 30 000 et 35 000 personnes, et elle fournit quelque 70 000 emplois indirects.

Tandis que la production sucrière en Jamaïque a diminué au cours des vingt dernières années, celle de Fidji et, plus récemment, celle du Guyana ont enregistré une croissance. Plusieurs facteurs sont responsables de la baisse de production en Jamaïque : réduction des surfaces cultivées, baisse des rendements, attaques de charbon et de rouille, mauvaises techniques culturales, insuffisance et cherté des intrants dues aux



Photo Jeanetta Baker - Sunset

contraintes du marché des changes, mauvaises performances des sucreries, transports peu fiables et, en général, gestion médiocre tant au champ qu'en usine.

L'industrie sucrière du pays a changé plusieurs fois de mains. Au début des années 70, suite au retrait des opérateurs étrangers, les plantations sont devenues propriété d'État. Une expérience de gestion en coopérative tentée dans les trois plus grandes plantations d'État fut interrompue en 1981.

En 1994, les sucreries d'État furent vendues à des compagnies privées, les terres furent en partie louées aux nouveaux acquéreurs et le reste à des cultivateurs de canne à sucre. En même temps, la réglementation de l'industrie sucrière et le contrôle exercé sur celle-ci, notamment en matière de commercialisation, furent relâchés. Malgré quelques améliorations sur le plan de la production, les nouveaux acquéreurs se montrèrent incapables de financer la modernisation des sucreries et de rembourser les dettes accumulées, et le gouvernement se vit de nouveau contraint de reprendre le contrôle de l'industrie.

Au Guyana, les sucreries appartiennent à l'État, mais elles sont gérées par l'entreprise britannique Booker Tate depuis 1990.

Le plus gros problème auquel l'industrie sucrière fidjienne doit aujourd'hui faire face est l'expiration de plus de 1 000 baux. Vu les circonstances, les investissements prévus ont été reportés et les rendements pourraient bien encore stagner dans les prochaines années.

Le sucre joue un rôle crucial dans ces trois pays et toute perturbation est une réelle menace pour leur économie tout entière. À la Jamaïque, on préconise d'investir dans le tourisme pour remplacer l'industrie sucrière mais aucune autre activité ne pourra créer autant d'emplois pour une large population semi-illettrée et non qualifiée. Manque de compétences, faible productivité, usines en mauvais état et mal gérées font apparaître l'industrie sucrière comme une nécessité sociale plutôt qu'une réelle entreprise.

Le défi consiste à moderniser la production et à accroître efficacité et productivité. Sans cela, l'industrie est vouée à disparaître, incapable d'affronter les changements qui s'annoncent à l'aube du nouveau millénaire. La modernisation aurait pour effet de baisser les coûts de production et d'améliorer les techniques culturales, progrès pour lesquels il sera nécessaire d'investir dans de nouveaux outils et d'assurer des formations adaptées.

L'évolution du marché mondial fait intervenir de nombreux facteurs : l'Organisation mondiale du commerce, l'émergence de zones de libre échange, les dispositions de l'après-Lomé entre les pays ACP et l'Union européenne et le besoin d'être plus compétitif dans un monde dominé par les forces du marché. Il faut choisir entre mourir sous peu ou investir dans un avenir plus rationnel, plus productif. Mais investir avec quels moyens ?

*L'industrie sucrière subit des coupes vives, et cela ne va pas s'arrêter de sitôt*



Photo Delfino - Sunset

## Le développement des petites îles

# Entre le ciel et l'eau



Photo Peiriscoop

L'économie des îles est, comme celle de tous les autres pays ACP, largement tributaire des accords commerciaux conclus avec l'Europe et d'autres pays du Nord. Toutefois, l'isolement, l'exiguïté des territoires, la taille réduite du marché intérieur, le manque d'infrastructures de transports adéquates, et dans de nombreux cas les aléas climatiques, ajoutent à la vulnérabilité économique des îles. Poussées dans le dos tant par le vent de la

mondialisation que par le souffle des renégociations de la Convention de Lomé – apparemment le seul contrepoids dont disposent les gouvernements de ces pays –, les îles ACP sont contraintes de rechercher de nouvelles stratégies et de se donner de nouveaux atouts. Si, pour certaines, le temps s'immobilise, pour d'autres, l'heure est déjà au changement.

La Convention de Lomé accorde des privilèges aux petites îles ACP, mais le futur des aspects commerciaux reste incertain. Le dialogue avec l'Union européenne contrebalance le jeu des puissances nationales et l'identité ACP peut devenir un tremplin sur la scène internationale. Pour l'heure et pour chaque île concernée, une nécessité s'impose toutefois : la diversification.

### La diversification agricole ou la pêche miraculeuse ?

Tributaire de la seule canne à sucre, l'île Maurice a construit son développement sur l'accès préférentiel de cette culture au marché européen, par le biais du Protocole Sucre inscrit dans Lomé. Les bénéficiaires qui en ont résulté ont été investis dans le tourisme et dans une zone franche industrielle dont les performances ont été favorisées par l'Accord Multifibres. Ce dernier, qui accordait à l'île un accès préférentiel de ses textiles aux marchés européen et américain, a eu pour résultats une croissance de plus de 5% depuis une bonne décennie, un PNB par habitant multiplié par quatre depuis 1970, le plein emploi assuré pour beaucoup. Si les laissés malgré tout, ils bénéficient cependant d'une éducation et de soins de santé gratuits.

Toutefois, l'île Maurice n'échappe pas à un impératif de diversification dans différents secteurs. Pour anticiper la diminution probable des revenus d'exportation de la canne à sucre (qui occupe toujours 90% des terres arables et représente 6% du PIB), certaines plantations se sont déjà lancées dans l'horticulture (choux, carottes, gingembre, fraises et papayes). Mais l'avenir en ce domaine n'est pas prometteur à long terme ; c'est donc sur la valorisation des sous-produits de la canne à sucre que l'on se penche, et notamment de la bagasse, matière fibreuse utilisée comme combustible dans les centrales thermiques.

### L'éveil de l'associatif à São Tomé et Príncipe

De petites associations ont été créées par des femmes, touchées par la paupérisation de leur pays. Ces initiatives se multiplient depuis dix ans, surtout dans les campagnes. Certaines de ces associations sont vouées à l'accompagnement des petits agriculteurs pour améliorer la production ou la commercialisation des produits ; d'autres se consacrent aux services sanitaires, à la réhabilitation des logements et à l'amélioration des services sociaux (il n'existe aucun système de protection sociale à São Tomé et Príncipe, et aucune structure de solidarité et d'entraide).

### La Barbade, une favorite... favorisée ?

La Barbade fait figure d'exemple parmi les pays ACP. Son économie est essentiellement basée sur le sucre et le tourisme. L'île doit une large part de ses progrès à sa reconnaissance de l'importance de l'éducation. Les gouvernements successifs ont toujours accordé une priorité budgétaire à la santé et à l'enseignement, tout en veillant à la promotion du tourisme par une valorisation réfléchie des atouts naturels du pays (mer, soleil) associée à une longue tradition de stabilité politique, de gestion économique prudente et de faible taux de criminalité.

Quand le secteur agricole est peu prometteur, la pêche peut constituer une alternative intéressante. Aux Seychelles, par exemple, le développement des pêcheries et des conserveries fait naître les plus grands espoirs. Certains observateurs estiment que ce secteur pourrait dépasser le tourisme tant en termes de source de revenus qu'en termes d'emplois. Heinz, qui a acquis 60% de la conserverie de l'Océan Indien (rebaptisée Indian Ocean Tuna), a fait passer la production de boîtes de conserve de thon à 160 t par an (contre 58 il y a deux ans) et employé 1 200 personnes. D'ici à l'an 2000, 800 personnes supplémentaires seront embauchées.

### De l'or noir à l'eau bleue

Quand São Tomé et Príncipe acquièrent leur indépendance en 1975, elles héritent d'une économie exclusivement tournée vers une monoculture : le cacao. Si une dizaine de tonnes de café sortent encore aujourd'hui de leurs terres, les bananes, les ananas et l'huile de palme, en revanche, sont consommés sur place. Toutefois, l'agriculture, qui demeure le poumon du pays, ne permet pas toujours d'assurer l'alimentation de la population. La baisse de la production cacaoyère, due notamment à une réforme foncière qui a débouché sur une déforestation nuisant à la culture, la privatisation et la redistribution des terres à une population peu préparée à les gérer, l'absence réelle d'appui financier et matériel ont conduit le pays au bord de la faillite. Restent deux espoirs que São Tomé et Príncipe caressent pour sortir de leurs ornières : le pétrole, qui se trouverait dans les eaux du golfe de Guinée, et la zone franche.

L'or n'est pas noir pour d'autres îles réputées pour être des "paradis de vacances". À condition de le maîtriser, autrement dit de



Photo Alain Rivat

L'industrielle Maurice a transformé son isolement en atout, mais d'autres îles n'en sont pas encore là



Photo F. Stock - Sunset

## Quatre freins au développement des îles

Sans compter (pour certaines) les catastrophes naturelles qui s'abattent sur leur terre et leur économie, les îles souffrent de quatre handicaps principaux :

- la monoculture d'exportation;
- un marché domestique exigu et morcelé qui entrave la croissance économique;
- l'isolement géographique;
- la faiblesse des infrastructures.

**Qu'est-ce qu'une île, sinon quelques mètres de terre au-dessus des vagues (ici, les Bahamas)?**

s'assurer que l'occupation des terres ne se fasse pas au détriment des exploitations agricoles, le tourisme peut devenir le pilier d'une économie insulaire. C'est le cas aux Seychelles, où il génère 70 % des recettes en devises et 17 % du PIB. L'essor du secteur repose cependant sur l'existence d'infrastructures adaptées (aéroport international, infrastructures hôtelières), d'une part, et sur une stabilité politique, d'autre part. Les conflits plus ou moins chroniques qui affectent certaines îles désamorcent toute tentative d'exploiter durablement le filon du tourisme. Par ailleurs, la baisse des visiteurs aux Seychelles pendant la guerre du Golfe a montré qu'une dépendance excessive à l'égard du tourisme n'est guère souhaitable.

### La diversification des marchés d'exportation

Les îles ACP doivent diversifier à la fois leurs produits et leurs marchés d'exportation afin de diriger leurs produits primaires vers les pays où la demande peut croître plus rapidement qu'en Europe. La hausse du commerce interne au sein de l'Afrique et entre les Caraïbes pourrait servir ces deux objectifs. Les actions destinées à encourager le commerce intra-ACP ne sont pas une alternative au développement des exportations vers l'Europe et le reste du monde, mais un complément. A part une petite catégorie de produits pour lesquels les coûts de transport ou les préférences des consommateurs jouent en faveur des producteurs régionaux, il est aussi rentable de faire du commerce au sein du groupe ACP que d'exporter vers l'Europe ou ailleurs. La convention de Lomé prévoit déjà des formes de soutien au commerce intra-ACP et la logique réclame d'étendre ces aides au commerce des États ACP avec d'autres voisins.

Diversifier produits et marchés, s'ouvrir au trafic interrégional ou international et développer le tourisme supposent de supprimer les entraves éventuelles à ce type

d'échanges, telles que les barrières douanières, le manque d'information et, surtout, la faiblesse des infrastructures. Or, la plupart des îles ACP partagent le même mal. Facteurs indispensables du développement interrégional et international (voir *Spore* n° 76), leurs infrastructures principalement aéroportuaires ne sont ni fiables (régularité des lignes, sécurité des biens et des personnes), ni assez performantes pour avoir des impacts bénéfiques en termes de compétitivité (voir encadré). Beaucoup reste donc à faire pour abolir la distance qui sépare les îles des continents.

### Pour en savoir plus :

Les États ACP du Pacifique et la fin de la convention de Lomé, par Roman Grynbert. Peut être obtenu gratuitement à : Fondation Friedrich Ebert, Godesberger Allee 149 53170 Bonn - ALLEMAGNE Fax : +49 228 883 396 E-mail : presse@fes.de

Courrier de la planète n° 42 (septembre-novembre 1997) : "Mondialisation, le glas de Lomé" Solagral Parc scientifique Agropolis, bât. 14 34397 Montpellier cedex 5 - FRANCE Fax : + 33 4 99 23 24 61 E-mail : solagral@ensam.inra.fr Site Web : [http://www.rio.net/solagral/pub/cdpn42/42\\_a12.htm](http://www.rio.net/solagral/pub/cdpn42/42_a12.htm)

### Une flotte en triste état

Les petites îles échangent de plus en plus de produits manufacturés avec d'autres pays en développement. Ces échanges sont cependant freinés par des handicaps structurels, principalement l'inadaptation des infrastructures portuaires, les coûts de transbordement élevés et un volume trop faible pour permettre à ces pays de tenir tête aux grandes compagnies maritimes. En conséquence, le coût du transport grève la facture des importations : de 6 % aux Bahamas à plus de 16 % aux îles Salomon, alors qu'il est de 4,5 % en moyenne dans les pays développés.

La pratique des pavillons de complaisance, notamment par les Bermudes et les Bahamas, fausse la perception que l'on peut avoir de la flotte des petites îles : les trois quarts des navires de plus de 100 tonnes appartiennent en fait à des armateurs étrangers, pour un trafic qui ne concerne pas les îles (porte-containers, pétroliers, etc.). La flotte "réellement utile" (petits cargos mixtes de moins de 100 tonnes) est très active aux Maldives, aux Caraïbes et autour de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle est cependant minuscule, dans l'absolu et en regard des besoins, et en mauvais état tant à cause de son âge (les trois quarts des bateaux ont plus de 15 ans) que du manque de chantiers de réparation navale bien équipés.

Source : Nations unies, Conseil économique et social, Maritime transport in small island developing States, 1996.



Photo Moritz - Sunset

## FAO : l'agriculture biologique ouvre de nouveaux marchés...

La demande croissante des consommateurs est une opportunité à saisir pour les pays qui exporteront des produits agricoles biologiques, estime le Comité de l'agriculture de la FAO, réuni le 26 janvier dernier. "Les revenus générés par l'agriculture biologique sont susceptibles d'augmenter notablement les revenus des agriculteurs, et d'assurer la sécurité alimentaire", lit-on dans son rapport, qui précise qu'à ce jour de nombreux pays exportent déjà des fruits tropicaux biologiques et du coton naturel vers l'Europe.

## ... et les biotechnologies ne sont pas la panacée

Le même comité estime que les biotechnologies peuvent être utiles pour la culture de tissus végétaux, l'amélioration de la sélection génétique, la conservation d'espèces menacées ou la culture dans des zones marginales. Mais "les problèmes agricoles sont interdisciplinaires et la biotechnologie a peu de chances, à elle seule, de les résoudre; elle est de surcroît généralement plus onéreuse que la recherche classique".

△ FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : +39 06 5705 3360

## Programme contre la pénurie locale de semences

Un programme semencier germano-kenyan améliore l'accès des paysans aux semences dans le district de Mwink, au Kenya. La faiblesse des infrastructures et la récurrence des pénuries de semences et de nourriture ont conduit l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) à introduire ce nouveau programme : des paysans sélectionnés sont chargés de produire en quantité des semences de qualité afin d'assurer un approvisionnement suffisant.

△ GTZ/IESP, P. Croll  
PO Box 41607, Nairobi - KENYA  
Fax : + 254 2 57 50 89  
+ 254 2 56 26 70

## Des bananes en or

Depuis l'introduction de la variété de banane Kimalindi et la relance de la Taveta Banana Co-operative Society en 1995, la banane est devenue la principale culture de rente dans le sous-district de Taveta, au sud du Kenya. La coopérative a été particulièrement précieuse pour organiser le transport des produits jusqu'au marché Kongowea de Mombassa. Ces bananes sont aujourd'hui très demandées et atteignent de bons prix.

# Mieux mesurer l'importance de la banane



Photo CTA

A la recherche de nouveaux créneaux

■ Une conférence internationale, organisée en novembre dernier à Douala (Cameroun), a été consacrée à la nécessité d'accorder aux cultures bananières (bananes et bananes plantain) la place qui leur revient dans les pays ACP, où près de 90% de la production est consommée localement. Le cas du pays hôte, où une large proportion du territoire est affectée à la culture de la banane plantain, témoigne de l'importance vitale de ces cultures pour l'économie de certains pays.

Comme la conférence l'a souligné, le nombre de produits dérivés de la banane (voir *Spore 74*) continue d'augmenter, à mesure que les chercheurs découvrent de nouvelles applications, du sham-

pooing au papier confectionné avec la fibre du pseudo-tronc. Le rôle essentiel de la banane et de la banane plantain dans la sécurité alimentaire de nombreux pays mérite également d'être mieux reconnu.

Plus de 150 spécialistes des cultures bananières venus de l'ensemble des pays ACP, d'Amérique latine et d'Asie ont fait de cette conférence un passionnant lieu de débat et d'échanges sur les manières d'améliorer la culture, la transformation et la commercialisation. Les recommandations principales reflètent l'importance de tels échanges entre différents pays, de la Thaïlande à Trinité-et-Tobago : il est indispensable de développer l'information sur les

multiples usages de la plante, les points forts et les points faibles de la filière bananière et son rôle économique. Avec davantage d'informations, la recherche pourrait être mieux ciblée sur la satisfaction des besoins des consommateurs, notamment en matière de transport, de commercialisation et de mise au point des produits dérivés. Une autre recommandation souligne la nécessité d'accorder plus d'attention à la banane "biologique" et à ses débouchés commerciaux : la production et la commercialisation des bananes biologiques cultivées à petite échelle feront donc l'objet d'un séminaire organisé par CABI Biosciences et par le CTA en novembre 1999, aux Caraïbes.

La conférence de Douala a permis aux intervenants du secteur bananier de mieux percevoir la nécessité de se procurer, de partager et d'utiliser des informations plus détaillées sur cette importante filière. Elle était organisée par l'INIBAP, le Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain, le CRBP (Centre régional de recherches sur bananiers et plantains), le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), l'Union européenne, la FAO, le ministère français de la Coopération et le CTA.

## S'investir à long terme

■ Comment ancrer les initiatives de la communauté dans la durée? Épineuse question, à laquelle sont confrontés quotidiennement des milliers de groupes impliqués dans le développement rural et agricole. Bien souvent, après une période d'activité débordante et une série de premiers succès, l'enthousiasme retombe, l'intérêt s'émousse et les fonds s'épuisent.

Cette loi du genre a été contredite par le groupe Set Setal, qui rassemble des femmes de Thiès (Sénégal). Son travail en matière de collecte et de gestion des déchets a été récompensé par une distinction sénégalaise, le Grand Prix du Président. Le groupe Set Setal ("être propre" et "rendre propre" en wolof) s'efforce d'améliorer l'hygiène locale en

ramassant les ordures ménagères dont la collecte n'est pas assurée par l'administration locale, c'est-à-dire 65% du volume total. Munies de petites charrettes achetées grâce à une aide au démarrage du Programme des Nations unies pour le développement, les équipes de Set Setal acheminent les ordures vers une unité de compostage au service des agriculteurs locaux et d'une pépinière qui produit 12 000 arbres par an.

L'association Set Setal, qui emploie 30 salariés et à laquelle ont adhéré près de mille familles, entend bien pérenniser ses initiatives. La continuité financière quotidienne est assurée par les membres, qui s'acquittent d'un droit de location mensuel de

750 FCFA (1,15 €) pour chaque poubelle, et garantie, dit-on, par le fait que toutes les transactions financières sont réalisées par des femmes. Le groupe prévoit d'accroître ses revenus grâce à la culture maraîchère et à la gestion d'un télécadre (voir *Spore 79*); il disposerait ainsi des capitaux nécessaires pour étendre ses services à la ville entière. Set Setal s'investit également avec beaucoup d'énergie dans le suivi et dans l'assistance au personnel et consacre de nombreux efforts à la formation en gestion et en planification financière.

△ Centre ressource pour une agriculture régénératrice  
BP 4237  
Thiès  
SÉNÉGAL  
Fax : + 221 511 670

## Semer à tout vent

■ Les petits exploitants peuvent jouer un rôle essentiel en soutenant les filières informelles d'approvisionnement en semences qui coexistent avec les grandes organisations. C'est l'une des conclusions auxquelles sont parvenus des spécialistes et des producteurs de semences lors d'une visite d'étude de 12 jours au Zimbabwe, en février dernier. Organisée par le CTA en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, cette visite a donné aux 18 participants – venus d'Éthiopie, du Malawi, du Mozambique, d'Afrique du Sud, d'Ouganda, de Zambie et du Zimbabwe – l'occasion de se familiariser avec les mille et une facettes de la distribution semencière dans le pays hôte.

Au Zimbabwe, les organisations qui ont pignon sur rue assurent sans à-coups l'approvisionnement en maïs, en soja et en blé des

grandes exploitations et exportent même des semences sur les marchés régionaux. Toutefois, nombreux sont les agriculteurs qui exploitent de petites parcelles à faible rendement ne convenant pas à ce genre de culture. Ils se consacrent plutôt à la culture de petites céréales – mil, sorgho, niébé – et de variétés de maïs à libre pollinisation. Et dans ces cas-là, la filière d'approvisionnement "parallèle" s'avère particulièrement efficace. Au Zimbabwe, elle fournit 90% des semences destinées aux cultures indigènes et, dans certains pays représentés au sein du groupe de visiteurs, ce chiffre frôle parfois les 100%.

De l'avis des participants, les associations locales et les groupements de petits cultivateurs pourraient jouer un rôle déterminant dans la multiplication, le stockage et la distribution des semences. Il



photo CTA

L'union fait la force

faudrait bien entendu qu'ils disposent de ressources plus importantes et d'une organisation plus efficace, ce qui suppose une attitude plus encourageante de la part des organes politiques et financiers à l'égard de la filière "parallèle". Quoi qu'il en soit, ce sont là des idées fécondes qui seront disséminées aux quatre coins du continent dès la fin de la visite d'étude.

Pour ceux qui lisent l'anglais :



Seed supply systems in developing countries, par N.P. Louwaars et

G.A.M. Marrewijk - CTA/Agricultural University of Wageningen, 1996  
ISBN : 92-9081-1471, 144 pages  
N° CTA 768, 20 unités de crédit

## Les charançons matent les jacinthes retorses



Photo Peniscop

Tant va la jacinthe à l'eau...

■ En Ouganda, la lutte contre la jacinthe d'eau (*Eichornia crassipes*) à l'aide de charançons a donné d'excellents résultats (réduction de 80%). Le charançon se nourrit des feuilles et des racines de la plante, empêchant ainsi sa croissance et sa reproduction.

La jacinthe doit sa réputation de fléau aquatique aux nuisances dont elle est responsable : elle forme un énorme tapis flottant qui bouche canaux et ports, bloque les arrivées d'eau des centrales hydrauliques et les canalisations d'alimentation d'eau dans les

villes, rend la pêche pratiquement impossible et offre un foyer idéal de prolifération aux vecteurs de maladies comme le paludisme et la bilharziose.

En Afrique de l'Est, les premières observations des effets nocifs de cette plante remontent à la fin des années 80, mais les premières tentatives de lutte menées en Ouganda avec des moyens d'éradication physique se soldèrent par des échecs. En 1993, l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO), en Ouganda, réalisa des essais avec

des charançons de l'espèce *Neochetina*, l'ennemi naturel de la jacinthe d'eau. *N. bruchi* et *N. eichorniae* furent importés du Bénin et élevés en réservoirs sur les bords du lac Victoria et du lac Kyoga. Les pêcheurs lâchaient régulièrement des charançons adultes, et ont donc joué un rôle très important dans la propagation rapide de ces insectes dans les lacs.

▲ Professeur J.K. Mukiiibi  
NARO  
PO Box 295, Entebbe OUGANDA  
Fax : + 256 41 321 070  
E-mail : narohq@imul.com

## Congrès IAALD à Dakar

L'association internationale des spécialistes en information agricole (IAALD) tiendra son dixième congrès mondial – et le premier en Afrique – à Dakar, au Sénégal, du 24 au 28 janvier 2000 sur le thème « Les défis du troisième millénaire pour les professionnels de l'information agricole ».

▲ Djibril N'Diaye

Centre de suivi écologique  
BP 15532, Dakar - SENEGAL  
Site Web : <http://www.lib.montana.edu/~alijk/IAALD.html>

## Le cheptel porcin décimé à Madagascar

Les éleveurs malgaches, qui ont perdu plus de 150 milliards de francs malgaches (environ 23 millions d'euros) à cause de l'épizootie de peste porcine qui ravage actuellement le pays, se sont réunis fin janvier afin d'étudier les mesures envisageables pour relancer le secteur. L'État est dans l'impossibilité d'indemniser les éleveurs en cas d'abattage systématique des bêtes, et les consommateurs malgaches boudent la viande de porc dont les cours ont baissé.

Marchés tropicaux, 12 février 1999.

## Au Mozambique, une variété porcine résisterait à la peste

Depuis quarante ans, les chercheurs tentent en vain de mettre au point un vaccin contre la peste porcine. Le Conseil de recherche agricole de Pretoria et l'Institut vétérinaire d'Onderstepoort, en Afrique du Sud, ont annoncé qu'ils s'orientaient vers une solution consistant à exploiter la résistance observée chez certains porcs pour produire une lignée tolérante. Ils s'intéressent à la région d'Angonia, à la frontière du Mozambique et du Malawi, où la persistance endémique de la maladie donne plus de chances de trouver, par sélection naturelle, un groupe d'animaux résistants.

Afrique Agriculture, janvier 1999.

## Foires et salons

Deux événements en Afrique de l'Ouest : le SARA'99, Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Côte d'Ivoire) du 12 au 19 novembre 1999, et le FIARA'99, organisé à Dakar (Sénégal) par le CNCR (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux) et l'APCR (Association des présidents de conseils ruraux).

▲ Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales  
Comité SARA'99  
BP V 82, Abidjan - COTE D'IVOIRE  
Fax : + 225 21 19 93 / 21 46 18  
CNCR - BP 249 - Dakar RP  
Dakar - SENEGAL  
Fax : + 221 827 4101  
E-mail : [cncr@metissacana.sn](mailto:cncr@metissacana.sn)

## Commercialisation de produits bio

La Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (International Federation of Organic Agriculture Movements : IFOAM) s'allie à un partenaire italien, SANA, qui organise des foires et salons commerciaux sur l'alimentation naturelle, la santé et l'environnement, pour tenir une conférence internationale à Florence, Italie, du 20 au 23 octobre 1999, sur le thème de la promotion et de la qualité des produits biologiques.

☞ IFOAM  
Ökozentrum Imsbach  
66636 Tholey-Theley - ALLEMAGNE  
Fax : + 49 6853 30110  
E-mail : IFOAM@t-online.de  
Site Web : www.ecoweb.dk/ifoam

## ..... Cora et Frank ont frappé le Pacifique

Bien des communautés canaques de l'île de Nouvelle-Calédonie ont perdu leur récolte lorsque la dépression tropicale Frank s'est transformée pendant quelques heures en cyclone en février dernier. Les pluies et les crues ont détruit les plantations de banane, de manioc et d'igname. Au début du mois de mars, le cyclone Cora a frappé Tonga, causant des dégâts considérables aux récoltes. Des semences, des engrais et des équipements agricoles ont été distribués en aide aux victimes, surtout dans les îles du groupe central Ha'apai de Tonga.

## ..... Formation en séchage des produits agricoles

Une formation en conception et réalisation de projets de séchage des produits agricoles se déroulera du 22 novembre au 3 décembre 1999 à Ouagadougou (Burkina Faso). Elle s'adresse aux opérateurs qui pilotent des projets sur le thème du séchage ou qui en préparent (ONG, associations professionnelles, projets de développement, entrepreneurs individuels) d'un niveau bac + 2. Au programme : les filières, les marchés, les méthodes de promotion des produits, la gestion des activités (établissement d'un compte prévisionnel, calcul des besoins en fonds de roulement) et les étapes de préparation d'un projet. Le nombre de stagiaires pouvant être accueillis est limité à 20. La sélection se fera sur la qualité du projet du candidat, son profil et l'environnement du projet.

☞ CEFOC EIER/ETSHER  
01 BP 594  
Ouagadougou 01  
BURKINA FASO  
Fax : + 226 31 92 26  
E-mail : etsher@fasonet.bf

## Du manioc plus sain, des cultivateurs plus riches ?

■ L'Organisation nationale de recherche agricole (NARO), en Ouganda, a mis au point une variété de manioc résistante à la lignée ougandaise du virus de la mosaïque du manioc. La maladie s'est déclarée en 1988 dans le district de Luwero au nord de l'Ouganda, puis s'est rapidement propagée dans tout le reste du pays. En 1994, la production de manioc avait chuté de 1 230 000 t à 970 000 t et les agriculteurs abandonnèrent massivement cette culture au profit d'autres cultures comme la patate douce et le maïs.

Au début, l'origine de l'épidémie était inconnue puis on s'aperçut qu'il s'agissait d'une lignée du virus différente des lignées africaines et est-africaines déjà connues. On rechercha des sources de résistance à partir des collections tropicales de *Manihot* de l'Institut international d'agriculture tropicale et de petites quantités de matériel génétique de la station de recherche de Serere en Ouganda. Un clone résistant à la lignée ougandaise fut finalement mis au



Photo IRD


point à partir d'un parent femelle local et d'un parent mâle amélioré. La nouvelle variété de manioc donne des rendements de 24 t par hectare; c'est une variété sucrée à faible potentiel cyanogénétique et elle offre une bonne résistance à la bactériose et à l'acarien vert du manioc. Aucun symptôme de la mosaïque n'a été observé.

Depuis, plusieurs nouvelles variétés résistantes à la mosaïque du manioc et donnant des rendements encore plus élevés ont été mises en circulation. En 1998, les nouveaux cultivars étaient cultivés dans les districts les plus touchés par la maladie, donnant des rende-

ments entre 100 et 300 % supérieurs aux rendements obtenus avec les variétés locales. Les résultats obtenus ont même permis de créer un excédent de production et de faire baisser les prix, alors que, quelques années auparavant, la maladie avait provoqué des famines dans plusieurs parties du pays.

☞ Professeur J.K. Mukiibi  
NARO  
PO Box 295, Entebbe OUGANDA  
Fax : + 256 41 321 070  
E-mail : narohq@imul.com

Pour en savoir plus :

 Contrôler la mosaïque africaine du manioc  
J. Guthrie, 1990, 20 pages  
ISBN 92 9081 074 2  
N° CTA 267, 5 unités de crédit

## ..... Biopesticides : la bonne formule est au Niger

■ L'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) mène des études prometteuses sur les biopesticides. À l'heure où les pesticides de synthè-

se deviennent de plus en plus hors de portée des producteurs agricoles, les chercheurs de l'INRAN montrent qu'il est possible de produire des biopesticides efficaces à

partir de ressources locales végétales et minérales, le tout à moindre coût\*. Cinq formules de biopesticides ont été mises au point à partir d'extraits végétaux, principalement des graines de neem produites au Niger à raison de 50 000 tonnes par an. Les résultats des applications ont justifié le lancement d'un projet de recherche et de formulation de biopesticides, baptisé PROBIO-PEC, qui a démarré en mars 1999 et s'achèvera en février 2001. Ce projet est mené en partenariat avec des organismes privés locaux, des associations de producteurs et des organismes de développement, et devrait aboutir à la mise en place d'une unité de production de biopesticides capable d'augmenter le potentiel de production, estimé aujourd'hui entre 500 et 1 000 litres par an.

\* Le prix du litre de biopesticide coûterait, selon les intrants le composant, deux à quatre fois moins cher que le litre de pesticide de synthèse.

☞ Dr Barbike Bourahima Gabdakoye  
INRAN  
BP 429, Niamey - NIGER  
Fax : + 227 72 21 44


## ..... La place des femmes dans l'édition

■ Une série d'ateliers sur le thème de l'ouverture du secteur africain de l'édition aux femmes ont été organisés du 28 au 30 mars dernier, dans le cadre du Salon international du livre de Londres. Parrainés par les organisateurs de la Foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF) et le Southern African Book Development Education trust (SABDET), ces ateliers ont débattu des mesures qui facilitent ou entravent l'accès des femmes au secteur de l'édition et examiné une série d'études de cas illustrant des réussites dans ce domaine. Depuis longtemps, le CTA encourage le développement de l'édition en Afrique, comme un moyen d'améliorer la diffusion des informations techniques pour le développement agricole et rural.

Dans le secteur agricole, la femme joue un rôle de premier plan qu'il importe de reconnaître. Dans cette optique, il faut accorder plus d'attention à la place qu'elle occupe non seulement à la ferme, mais aussi dans les maisons d'édition. La ZIBF 1999 aura pour thème "Les femmes" et l'Afrique du Sud sera le pays à l'honneur.

☞ ZIBF  
PO Box CY 1179, Causeway  
Harare - ZIMBABWE  
Fax : + 263 4 702 129  
E-mail : zib@samara.co.zw

Pour en savoir plus :

 La promotion du livre technique en Afrique. Actes d'un séminaire, Arnhem (Pays-Bas), 1992. CTA. 1994, 132 pages ISBN : 92-9081-1048 CTA n° 639, 10 unités de crédit



## La gestion des forêts en milieu semi-aride

Les forêts des zones semi-arides d'Afrique de l'Ouest, qui procurent du bois, du fourrage et du gibier sont exploitées en une intensité croissante et sont gérées par des agents locaux. Elles jouent un rôle crucial dans le fragile écosystème de la région. C'est des emplacements et des mesures de protection sans consultation avec les villageois leur attribuant une valeur sacrée. Les chercheurs, à l'instar de l'Aménagement des forêts des zones sèches a permis de définir des modèles de partenariat entre les populations locales et le gouvernement (voir Spore 79, p 11), la question suscite également nombreux conflits, vu la diversité des intérêts en jeu. La résolution de ces conflits, a été le thème sous-jacent d'un symposium international sur la gestion intégrée des forêts naturelles des zones semi-arides d'Afrique de l'Ouest, organisés en novembre 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'initiative du CTA, du Centre national de recherche scientifique et technique, de la SIDA, de l'Université suédoise des sciences agronomiques, de l'Université d'Uppsala et du CIRAD.

Les 60 participants (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, France, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan, Tanzanie et Togo) ont soumis des mandats insistant sur la nécessité de disposer d'une approche perceptible d'origine de la gestion plus efficace et défensive. Les agents locaux ont été encouragés à étudier les facteurs écologiques et socio-économiques qui influencent les attitudes et les perceptions jusqu'à présent inusitées des systèmes de la région. C'est des emplacements et des mesures de protection sans consultation avec les villageois leur attribuant une valeur sacrée. Les chercheurs, à l'instar de l'Aménagement des forêts des zones sèches a permis de définir des modèles de partenariat entre les populations locales et le gouvernement (voir Spore 79, p 11), la question suscite également nombreux conflits, vu la diversité des intérêts en jeu. La résolution de ces conflits, a été le thème sous-jacent d'un symposium international sur la gestion intégrée des forêts naturelles des zones semi-arides d'Afrique de l'Ouest, organisés en novembre 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'initiative du CTA, du Centre national de recherche scientifique et technique, de la SIDA, de l'Université suédoise des sciences agronomiques, de l'Université d'Uppsala et du CIRAD.

## Le réseau Safou s'éteint

Le safoutier (*Dacryodes edulis*) est l'un des arbres fruitiers les plus répandus d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Il est présent dans le triangle Serra Leone - Gabon - Angola, le long de la côte atlantique. Ces quinze dernières années, de nombreuses recherches ont été menées pour mettre au point de nouvelles variétés, plus aptes à répondre à la demande du marché sous-régional qui ne cesse de croître. Des chercheurs, des vulgarisateurs, des cultivateurs et des négociants ont créé une association informelle dans une association informelle pour de nombreux cultivateurs. Ces quinze dernières années, de nombreuses recherches ont été menées pour mettre au point de nouvelles variétés, plus aptes à répondre à la demande du marché sous-régional qui ne cesse de croître. Des chercheurs, des vulgarisateurs, des cultivateurs et des négociants ont créé une association informelle dans une association informelle pour de nombreux cultivateurs.

Dr Joseph Kengue, secrétaire général de l'ASANET/Safou BP 2067, Yaoundé - CAMEROUN Fax: + 237 237 571 E-mail: irad@camnet.cm

Insectes : nouveau site pour les mordus  
Plus de 150 000 références sur l'Entomologie, issues de trois bases de données, sont désormais rassemblées sur ce nouveau site. Les caractéristiques originales des bases CABI et BIOSIS ont été préservées, mais on peut aussi les explorer à la recherche de toutes sortes d'informations sur les araignées, les mille-pattes ou les cloportes et sur ce qu'ils représentent pour l'Agriculture.  
Site Web : www.biobridge.org

## Union européenne et réseaux

Dix-neuf réseaux opérant dans les pays membres de l'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre (Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa, ASARECA) se sont réunis début février à Entebbe, Ouganda, avec des consultants engagés par l'Union européenne pour la conseiller sur les futurs financements des réseaux par l'Union. Des représentants des systèmes nationaux de recherche agricole et d'agences internationales ont aussi participé à la réunion. Les dix-neuf réseaux rassemblent et diffusent des informations sur des cultures spécifiques et la zootechnie. Le CTA porte un intérêt particulier au Réseau des réseaux O, le RAIN (Regional Agricultural Information Network), appelé à jouer un rôle important dans l'échange d'informations dans la région. Le rapport des consultants (du CIRAD, France, de la GTZ, Allemagne, du NRI, Royaume-Uni) doit être rendu en juillet 1999.

## Pesticides : attention aux jeunes !

Une étude sur le comportement des utilisateurs de pesticides au Bénin montre que plus des trois quarts d'entre eux sont des jeunes. Non scolarisés, ils ignorent la nature des produits qu'ils utilisent et la teneur des instructions figurant sur les étiquettes. Par ailleurs, près de la moitié des paysans béninois prennent des précautions inutiles ou dangereuses et la quasi-totalité des emballages de pesticides vides est réutilisée par des ménages. Ce constat souligne la nécessité d'actions d'information et de sensibilisation, ainsi qu'une formation de formateurs en milieu rural.

African newsletter on occupational health and safety, septembre 1998.

## De la pulpe au jus de cacao

Les méthodes utilisées pour transformer manuellement le cacao et obtenir différents produits ne manquent pas. Par exemple, on peut presser des boissons rafraîchissantes, de la confiture, des gelées, du vin ou du vinaigre. De quoi se faire un peu d'argent pendant la période de récolte du cacao sans investir dans des équipements coûteux. Des groupes de femmes en République dominicaine ont testé une méthode de fabrication de jus frais. Après la récolte, elles ouvrent les cabosses, récoltent les fèves et la pulpe dans des sacs de jute, puis les pressent par torsion (voir ci-dessous). Le jus qui coule est filtré et mis en bouteille. On ajoute de l'eau (1 litre d'eau pour 1 litre de jus), du sucre (une petite tasse selon les goûts) et le jus est



Illustrations Siaka Konž Beratung

# TPA, un rŽseau pour les petites entreprises de l’Oagr oalimentaire

Le rŽseau TPA (Technologie de formation, des entreprises et partenariat en agriculture alimentaire) a été créé en 1988 à l’initiative de plusieurs personnes attachées au développement agricole dans le pays du Sud. Animé par un secrétariat technique domicilié à Gret (Groupe de recherche et d’échanges technologiques), son objectif est de faire connaître les petites technologies applicables dans le domaine agricole et de faciliter les échanges de connaissances et d’information entre les opérateurs du secteur (chefs d’entreprise, artisans, gnants, cheheurs, Žquipementiers, etc.). Depuis 1994, il a Žlar ses actions Žnvironnement de la transformation des produits agricoles et aux petites entreprises. RŽpartis par secteurs d’activitŽ sur l’ensemble du continent africain (Ghana, Angola, Kenya, Afrique du Sud, Rwanda, Burundi), les membres du rŽseau sont des administrateurs, des chercheurs ou des artisans.

Depuis un an, le secrŽtariat technique a mis en place un sŽrieux programme de questions-rŽponses pour TPA reposant sur des rubriques telles que le volontariat de ses membres, les conditions de commercialisation, les adaptations de formation aux produits, les organismes d’assistance technique ou d’appui au montage de projets, les dŽbouchŽs, etc. Le rŽseau TPA possŽde un site Internet qui donne accŽs des informations classŽes par thŽmes ou par produits et offre de multiples liens vers d’autres sites. En fait, pour amŽliorer ses services auprŽs des entrepreneurs de la transformation agricole, le rŽseau TPA a mis en place des relais nationaux. Il en existe actuellement 11 au BŽnin, au Madagascar et dans trois autres pays oÙ il est situŽ et de la rŽseau.

- RŽseau TPA
- c/o GRET
- 211-213, rue La Fayette
- 75010 Paris - FRANCE
- Fax: + 33 40 05 61 10
- E-mail: tpa@get.org
- Site Web : http://www.gret.org/tpa
- Relais nationaux
- BŽnin
- RŽseau TPA
- s/c Maison Abel A’ssi
- CarŽ 573 - Quartier Akpakpa
- Cotonou
- E-mail: zasatch@hotmail.com
- Madagascar
- s/c Vincent Duruty et Hary
- Lala Rakotonaivo
- CITE (Centre d’information technique et Žconomique)
- BP 74 - Ambatonakanga
- Antananarivo 101
- Fax: + 261 20 22 336 69
- E-mail: cite@antana.orstom.mg
- Site Web : http://www.refer.fr/madag\_ct/cop/cite/base.htm
- SŽnŽgal
- Relais national TPA
- s/c ENDA GRAF - BP 13069
- Grand Yoff
- Dakar
- Fax: + 221 827 32 15
- E-mail: graf@enda.sn
- Site Web :
- http://www.metissacana.sn/tpasen

## Abantu : le peuple au service du peuple

Abantu un mot qui signifie «peuple» dans plusieurs langues africaines, est le point focal de la recherche et conduite des affaires et source principale d’une ONG, Abantu for Development, créée en 1991 dans le but de donner davantage de pouvoirs aux populations africaines, et en particulier aux femmes, dans le contexte de la gestion de leurs propres ressources et organisations. Abantu for Development met ses compŽtences et son expertise au service des nouveaux lecteurs et lectrices de ce qui s’intŽresse de pres aux questions de genre et aux problŽmes connexes. Elle offre des formations de type participatif sur les thŽmes de genre et gestion des affaires et technologies d’information et de communication (TIC) est connu d’un grand nombre, en particulier aux femmes, dans le cadre d’un programme de formation sur le renforcement des capacitŽs des organisations-fŽminines dans ce domaine, rŽalisŽ au Kenya.

Le discours et les actions d’Abantu mettent de ŽalitŽ de ŽntŽgration des questions de sŽcuritŽ dans tous leurs aspects du dŽveloppement. Lifting others up (aidons D’autres publications traitent d’autres aspects du dŽveloppement des associations oÙ nous ŽlevŽmes les femmes au sein de la sociŽtŽ civile, de l’utilisation de TIC pour renforcer les organisations des stratŽgies efficaces de communication et de relations publiques, ainsi que des femmes africaines dans la conduite des affaires. Aujourd’hui, la communauté agricole rurale est plus sensible au fait que les questions de genre doivent tre placŽes au centre des stratŽgies et des pratiques agricoles. Vous familiariser avec Abantu for Development ne pourra que vous encourager et vous donnera les outils pour que votre institution puisse rŽpondre au mieux ces nouveaux enjeux. Vous ne serez pas surpris par leurs propos, les lecteurs de Spore (7% de lectrices, et leur nombre augmente) Žtant connus pour garder la tŽte froide, mais les

- 1 Le mot ŐgapŐ en anglais signifie «jeu de mots avec le nom de la publication».
- Pour plus d’informations :
- Abantu for Development
- Centre de recherche sociale
- 1 Winchester House
- 11 Cranmer Road
- London SW9 6EJ - ROYAUME-UNI
- TŽl.: + 44 171 820 0066
- Fax: + 44 171 820 0088
- Bureau rŽgional pour l’Afrique orientale et australe
- PO Box 56241
- Nairobi - KENYA
- TŽl.: + 254 2 570 343
- Fax: + 254 2 570 668
- E-mail: abantu@africaonline.co.ke
- Bureau rŽgional pour l’Afrique de l’Ouest
- PO Box 4
- Independence Avenue
- 1A Accra North
- Accra - GHANA
- TŽl.: + 233 21 246 495
- Fax: + 233 21 246 496
- Site web : www.abantu.org

# Publications

## Sécurité alimentaire : remise à plat



Au dernier trimestre recommandations de ce soir 1997, la Commission s'zminaire.

européenne et le G77. Le corps de l'ouvrage œuvre pour une série de séminaires l'élaboration du concept de sécurité spécialistes de la sécurité alimentaire (voir aussi page 77) ; mentale venus d'une vingtaine de développement socio-économique pays ACP, d'organisations intergouvernementales dans les pays ACP et le rôle des nationales et d'organismes du secteur agricole dans la sécurité p'zents. Sur les fonctionnaires et les mentaire ; la nouvelle politique de représentants d'organismes régionaux Commission européenne et les naux ou ONG des pays ACP ces réactions que elle provoque chez ses réunions ont été l'occasion de partenariats ACP. C'est tout en contres et échanges sur le thème de l'évolution complexe des diff' de l'impact au niveau national et rents aspects de la question qui régional des formes de la sécurité remis à plat d'une manière litique européenne de sécurité concise et claire pour le plus grand alimentaire. Cette condition est bénéfice des cadres de développement compte des discussions et débats.

Stratégie communautaire de sécurité alimentaire et pays ACP  
Actes des séminaires,  
Bruxelles, Belgique, 1997  
94 pages, CE/CA, 1998  
ISBN : 92-9081-1919  
CTA N° 89, 10 unités de crédits

## La lutte contre la désertification sur CD-Rom

Ce CD-Rom contient une collection multimedia ainsi que des documents en plein texte, des articles, des bibliographies, des photos et des vidéos de la FAO sur la désertification et la réduction de la sécheresse. Les données sont classées sous quatre rubriques principales (développement durable et sécurité alimentaire, mise en valeur du sol et gestion des eaux, aménagement des forêts, parcs et régions géographiques), elles-mêmes subdivisées en plusieurs sous-rubriques afin de faciliter l'accès à l'information voulue.

Lutte contre la désertification : conservation et développement des ressources des terres arides (novembre 1998)  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax: + 39 06 5705 3360  
E-mail: publications-sales@fao.org  
ISBN: 92-5-004217-5  
Prix: 50 \$/45,45 h

## Renouveler les pratiques commerciales entre pays du Nord et du Sud

Le commerce équitable est un ancrage 70, fondé sur deux idéaux : le respect du type de commerce dans les pays en développement au commerce international, mais un Sud et la conciliation entre les deux. La disposition des moyens pratiques individuelles volontaires de qui cherchent à construire des changements sociaux au Nord. Solidarités concrètes.

Aujourd'hui, plus d'une centaine d'organisations commercialisent des produits équitables par le biais de 4600 boutiques spécialisées. Ce commerce contribue au revenu de 80000 familles, soit 5 millions d'individus. Plus une explication de la démarche, l'auteur démontre que le commerce équitable n'est pas une alternative

Pour un commerce équitable. Expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud  
Éditions Charles Léopold Mayer & La librairie FPH - SOLAGRAL/RITIMO  
38, rue Saint-Sabin  
75011 Paris - FRANCE  
167 pages  
ISBN: 2-84377-001-7  
Prix: 50 FF / 7,70h

## Reducing poverty through agricultural sector strategies in eastern and southern Africa.

Synthèse du séminaire du CTA qui s'est tenu à Wageningen, Pays-Bas, les 23-25 novembre 1998.

CE et CTA, 1999, 56 pages, ISBN 92-9081-207-9, n° CTA 924, 10 unités de crédits

## Discours et réalités des politiques participatives de gestion de l'environnement

À travers le cas du Sénégal, ce document présente les potentialités et les défis de l'approche participative de l'environnement, ainsi que les enjeux et les modalités de mise en place d'une gestion locale de ses ressources.

UNRISD (1998)  
Palais des Nations  
1211 Genève 10 - SUISSE  
Fax: + 41 22 740  
E-mail: info@unrisd  
Site web: http://www.unrisd.org  
135 pages  
ISBN: 92-9085-020-5  
Prix: 20 \$ / 18,18 h

## Potentiels d'application des SIG (systèmes d'informations géographiques) et de la télédétection pour le développement rural en Afrique sub-saharienne

Compte rendu d'un séminaire CTA/ITC qui s'est tenu à Enschede, Pays-Bas, les 23-26 septembre 1997.

262 pages, ISBN 92-9081-198-6, n° CTA 908, 40 unités de crédits

## Être (re)découvert



Allier optimisation de la production et respect de l'environnement et des traditions n'est pas chose aisée. Forts de leur expérience sur le terrain, Hugues Dupriez et Philippe De Leener, membres d'une ONG belge, ont voulu relever ce défi en publiant en collaboration avec le CTA cinq titres dans la collection Terres et Vie. Ces publications abondamment illustrées présentent des techniques simples, peu coûteuses et applicables dans les pays ACP. Par leur caractère didactique, elles constituent d'excellents outils pour les agents de vulgarisation, les formateurs et les groupements d'agriculteurs. Vous souhaitez

obtenir un de ces précieux ouvrages ? N'hésitez pas à passer commande ! Ils sont encore disponibles.

Jardins et vergers d'Afrique 1987, 354 pages, ISBN 2-87105-005-8, n° CTA 60, 40 unités de crédits

Agriculture tropicale en milieu paysan africain, 1986, 282 pages, ISBN 2-87105-000-7, n° CTA 61, 40 unités de crédits.

Eau et terres en fuite : métiers de l'eau du Sahel 1986, 126 pages, ISBN 2-87105-001-05, n° CTA 92, 20 unités de crédits

Les chemins de l'irrigation, drainage, 1990, 390 pages, ISBN 2-87105-009-X, n° CTA 258, 40 unités de crédits.

Arbres et agricultures multi-étages d'Afrique 1993, 280 pages, ISBN 92-90811-005, n° CTA 505, 40 unités de crédits.

### Valorisation des déchets organiques dans les quartiers populaires des villes africaines

Cette publication présente les résultats de deux années de recherche-action sur la valorisation des déchets organiques et le compostage en milieu urbain de l'Afrique de l'Ouest. É. Ouagadougou, Cotonou, Abidjan et Bamako, une équipe multidisciplinaire de chercheurs du Nord et du Sud a collaboré avec les habitants des quartiers et les autorités locales pour dresser un bilan des possibilités de mise en œuvre du compostage de proximité comme élément innovateur de gestion de l'assainissement urbain.

Distribué par : IT Publications Ltd. 103-105 Southampton Row Londres WC1B 4HH GRANDE-BRETAGNE Fax: + 44 171 436 97 61 E-mail: itpubs@itpubs.org.uk Site Web : http://www.oneworld.org/itdg/ 143 pages, ISBN 3-908001-53-6 Prix: 9,95 £ / 15 h

### Politiques de développement de l'élevage en Afrique subsaharienne

Synthèse de deux séminaires régionaux CTA/OAU-IBAR. Afrique occidentale et centrale : Abidjan, Côte d'Ivoire, 5-9 février 1996 ; Afrique orientale et australe : Mbabane, Swaziland, 28 juillet-1<sup>er</sup> août 1997

C. Hoste. CTA, 1999, 31 pages, ISBN 92-9081-201-X, n° CTA 920, 5 unités de crédits

### Créateurs d'entreprise, suivez le guide

Instrument de travail pratique et manuel d'apprentissage du processus de création d'entreprise, ce guide informe sur les différentes étapes de la création, de l'idée au lancement effectif d'une activité. Un vademecum pour tout (futur) chef d'entreprise.

Guide de la création d'entreprise à Madagascar (1998) Éditions du CITE BP 74, Ambatonakanga Antananarivo 101 MADAGASCAR Fax: + 261 20 22 336 69 E-mail: cite@orstom.mg 120 pages Prix: 100 FF / 20h

### Assessing the impact of information and communication management on institutional performance

Compte rendu d'un séminaire du CTA qui s'est tenu à Wageningen, Pays-Bas, les 27-29 janvier 1998.

115 pages, ISBN 92-9081-199-4, n° CTA 911, 10 unités de crédits

## Vive les bovins !

Ce livre s'adresse à tous ceux qui se préoccupent de l'élevage laitier et de l'optimisation de la gestion des exploitations dans les pays tropicaux, notamment en Afrique. Les propositions d'actions qui y sont destinées et interprétées et adaptées par rapport aux contraintes et aux spécificités

locales. La première partie dresse un bilan de la production laitière dans le monde, expose les principales laitières en zone tropicale et les grands principes d'élevage laitier. La deuxième partie aborde l'aspect technique d'élevage des bovins; la troisième traite de la gestion d'un troupeau, du suivi de l'élevage et des problèmes liés à la création d'une exploitation et à la commercialisation du lait.

L'élevage de la vache laitière en zone tropicale Éditions scientifiques: Christian Meyer et Jean-Pierre Denis CIRAD, collection Techniques 0 La librairie du CIRAD BP 5035 34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE 314 pages ISSN: 1275-6083 ISBN: 2-87614-336-4 Prix: 200 FF / 30,80h (réduction accordée aux organismes nationaux des pays du Sud)

## Comment encourager la participation et l'autopromotion

Ce guide d'observation et d'analyse s'adresse aux chercheurs et collaborateurs des laboratoires et des gestionnaires de projets de gestion des ressources naturelles. Cette synthèse expose des expériences acquises dans le cadre de quelques types d'actions et de messages clés permettant de renforcer la confiance, la coopération et les capacités de tous les acteurs impliqués dans un processus de développement durable. La deuxième partie de l'ouvrage, notamment, aborde de façon très pratique tous les cas de figure qui peuvent se rencontrer en cours de collaboration ou

Appui à la participation et à l'autopromotion dans la gestion des ressources naturelles (1998) Coédition GTZ/Magrar Verlag Laudenbacher Strasse 9 97990 Weikersheim - ALLEMAGNE 239 pages, ISBN 3-8236-1296-4 N° CTA 909, 20 unités de crédits

## Visites guidées au cœur des systèmes agropastoraux

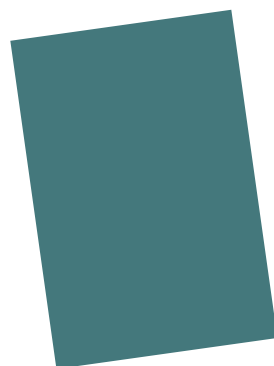
L'objectif du projet Production soudano-sahélienne (PSS) est de contribuer au développement de systèmes agropastoraux durables

dans les pays sahéliens, en particulier dans la zone de transition entre le Sahel et la savane. Dans ce cadre, le PSS a publié quatre guides sur les sujets suivants: la situation fourragère et la supplémentation du bétail pour l'amélioration de la production animale; la situation fourragère et le rôle du potentiel des espèces végétales ligneuses et leur utilisation comme outil de formation et d'analyse des stratégies de développement rural.

Les Ligneuses Valorisation des potentialités des graminées pérennes et des espèces ligneuses La supplémentation du bétail en zone soudano-sahélienne. Une nécessité en saison sèche La modélisation: outil de formulation et d'analyse des stratégies de développement rural Éditions Jamana BP 2043 Bamako - MALI Fax: + 223 22 76 39 E-mail: jamana@malinet.ml Prix: 2 000 FCFA / 3 h 10 unités

## La commercialisation des produits agricoles

L'ouvrage présente un ensemble de méthodes permettant d'étudier la commercialisation des produits agricoles dans les pays en développement. Ces méthodes intègrent la recherche appliquée en sciences sociales mais portent sur l'économie agricole et notamment les stratégies intermédiaires par opposition à des stratégies de commercialisation extérieures. Il s'adresse aux chercheurs des systèmes nationaux



recherche agricole en Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et à tous ceux qui s'intéressent à l'analyse de la commercialisation des produits agricoles des pays en développement.

Prix, produits et acteurs Auteurs: Gregory Scott et Dany Grifon Éditions CIRAD/CIP/Karala, collection Économie et développement 498 pages, ISBN 2-86537-881-0 N° CTA 910, 40 unités de crédits

## Expressions libres

Le CIRAM (Institut de recherches ambiguës de la société civile et d'applications des méthodes d'alignement du rôle des femmes (développement), association mais aussi le *Obesofyab*, les femmes qui restent de plus en plus de responsabilités mais qui restent sous de multiples dépendances. Le rôle des organisations multiples, jeunes, de la religion, de la coopération sur localisation, les nouvelles bases CIRAM a eu campagnes, la régionalisation aller à l'encontre de 40 tous ces sujets constituent cadres et responsables paysans patchwork très contrastés sur dix pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes et de leurs actions de développement donner la parole. Les personnes doivent être repensées. C'est en interroger, dont ce livre restitue tout cas ce que propose CIRAM les popos, s'entendent de la qui maque avec ces quarante diversités des conditions de leur entretiens ses quarante années pays: l'émigration mais aussitance.

Regards du Sud. Des sociétés qui bougent, une coopération à refonder (1998)  
Éditions de l'Hamattan, collection Alternatives rurales  
5-7, rue de l'École Polytechnique  
75005 Paris - FRANCE  
286 pages  
ISBN: 2-7384-7376-8  
Prix: 140 FF / 21,50h

### Quand les recettes font recettes

La nouvelle édition du livre et de recettes à base de mil, maïs, niébé, fonio comprend aussi des recettes de sauces et de boissons à base de produits locaux pour accompagner les plats. Un régal.

Préparer et consommer les recettes locales tous les jours  
livret de recettes (2<sup>e</sup> édition)  
Relais national Parcelos  
(Programme promotion des recettes locales), ministère de l'Agriculture, République du Sénégal/Union européenne  
BP 22435, Dakar - Sénégal  
Fax: + 221 823 73 02  
102 pages  
Prix: 1 500 F CFA + port

### Politique des structures et action foncière au service du développement agricole et rural

Concepts et outils tirés des régions Afrique, Caraïbes, océan Indien et Pacifique. Actes d'un colloque international organisé par le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, Agriculteurs français et développement international, et la Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Saint-Denis, "le de la Réunion).

CNASEA (1998)  
7, rue Ernest-Renan  
92136 Issy-les-Moulineaux  
Cedex - FRANCE  
611 pages  
ISBN: 2-906044-30-X  
Gratuit

## Numéro spécial : la valeur économique de la recherche agricole en Afrique

Les études et recherches sahélo-sahariennes proviennent des chercheurs eux-mêmes ne font publics auxquels les résultats des recherches sont destinés à être connus par leurs résultats aux populations. Ce thème d'actualité publiés, l'un dessant le bilan de l'est de l'Afrique de l'ouest, l'autre intitulé d'augmenter que leurs travaux ont l'impact de la recherche agricole en une valeur économique comme quement. Le problème du développement économique de la recherche agricole se pose, en effet, pour les raisons suivantes, lit-on dans l'éditorial ceux qui financent la recherche sont impatients de voir l'impact réel des résultats obtenus par les utilisateurs ne sont pas toujours que les produits, technologies, méthodes et méthodologies qu'ils utilisent

La Recherche agricole en Afrique est-elle viable économiquement?  
Éléments de réponse  
Études et recherches sahélo-sahariennes  
BP 1530  
Bamako - MALI  
Fax: + 223 22 23 37/23 02 37  
E-mail: Sompo-ceeday@pads.insah.ml  
76 pages  
ISSN: 1028-6535  
Gratuit

L'Institut du Sahel (INSAH) est chargé de la coordination, de l'harmonisation et de la promotion de la recherche scientifique et technique dans les pays Sahel. En publiant sa revue

### Expériences dans la gestion du territoire par les communautés locales en Afrique subsaharienne

Synthèse du séminaire du CTA qui s'est tenu à Bamako, Mali, les 9-14 novembre 1998.

CTA, 1999. 31 pages,  
ISBN 92-9081-2044, et CTA 926,  
5 unités de crédit

### Regards croisés

Des agriculteurs français reviennent chez eux, en Bretagne, des agriculteurs maliens qui, à leur tour, les accueilleront dans leur pays. Cette vidéo de 18 minutes raconte leur découverte mutuelle. Elle montre simplement comment, au contact d'autres cultures, les représentations peuvent changer et les personnes se transformer en s'ouvrant à la différence. Le film a fait le tour du monde à l'occasion d'un échange organisé par Agriculteurs français et développement international (AFDI-Bretagne).

AFDI-Bretagne  
Maison des agriculteurs  
Avenue du Chalutier  
Sans pitié  
BP 540, 22195 PIRIN cedex  
FRANCE  
Fax: + 33 2 96 79 21 00  
Prix: 150 FF / 30h

### Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les abonnés du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni. Les non-abonnés peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes,

Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays.

Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant :

- Triops  
Hindenburgstrasse 33  
64295 Damstadt, ALLEMAGNE  
Fax: +49 6151 3140 48  
E-mail: triops@triops.de  
Site Web : http://www.triops.de

# Une Évaluation du programme d'Édition du CTA appelle une plus large participation des pays ACP

Selon les résultats d'une récente évaluation du programme d'Édition du CTA, les auteurs et les Éditeurs des pays ACP devraient investir davantage dans les travaux du Centre. Certaines mesures sont proposées et déjà mises en œuvre.

Vingt tonnes de livres et 150 000 exemplaires de Spore quittent chaque année les entrepôts de WADA, le dif fuseur du CTA à Wageningen

mieux informer les auteurs et les Éditeurs sur les appuis dont ils peuvent bénéficier organiser des ateliers de rédaction, acheter un nombre des exemplaires des livres publiés par les Éditeurs des pays ACP pour distribution aux abonnés du CTA.

Les achats nets et autres investissements dans les activités d'Édition organisées par des partenaires sont des aspects essentiels du programme de co-édition du CTA. Chaque année, le Centre distribue sur demande plus de 6000 exemplaires des ouvrages qui figurent dans son catalogue de plus de 800 titres. D'après les données de 1999, le service de diffusion compte 221 abonnés qui ont déjà envoyé au premier trimestre 1999 plus de 7000 demandes pour un total de 20000 publications. Ces demandes ont été traitées dans les 16 jours ouvrables moyenne. Toutes ces publications sont envoyées selon le système d'unités de crédit par lequel les abonnés reçoivent un certain

nombre d'unités en fonction de leurs capacités à utiliser et à échanger des informations dans le cadre de leur vie socio-professionnelle. Le nombre moyen d'unités de crédit par abonné est suffisant pour obtenir environ sept publications.

Des chiffres grisants en est, mais les Évaluateurs ont de bonnes raisons de dire que ce service, une très grosse opération, fonctionne bien. D'après leur évaluation, le programme marque des points importants: 98% des abonnés ont jugé que le contenu des publications était intéressant et 90% partagent les informations avec d'autres personnes. Les auteurs commentent que ce programme offre la possibilité de publier de nombreuses informations agricoles qui, sans le soutien du CTA, n'auraient pas été publiées faute de rentabilité commerciale suffisante. Les personnes interrogées, dont 80 travaillent dans le domaine du développement et des innovations, jugent que le manque d'informations leur gêne leur travail, et citent les livres et les magazines comme leurs principales sources d'information. Les Évaluateurs en conclusion ont conclu que la mission du CTA était toujours très pertinente.

## Boîte postale 380

Les lecteurs de Spore nous Écrivent : voici quelques-unes de ces lettres.

### Star à la scène, star à l'Écran

Ahanda Nicaise nous remercie d'avoir parlé de son groupe de théâtre dans l'article 'Tous en scène' (Spore 78, p. 7) et précise : 'Je possède quelques cassettes vidéo de notre atelier de théâtre. Son adresse est la suivante :

BP 6577, Yaoundé, CAMEROUN  
Fax: + 237 319845  
E-mail: Ahanda-59@yahoo.com

### Il fallait y penser

E. T. Takagi, ingénieur de projet à MB Chiweshe Associates, PO Box 176, Gokwe, Zimbabwe, recherche des informations sur les pintades. Les pintades casquées, domestiquées par les Tongans, évoluent sur le veld le jour, rentrent à la ferme le soir et passent la nuit sur les branches d'arbres. En cas d'attaque, elles peuvent facilement s'envoler et elles sont insensibles à la maladie de Newcastle. Mais une pintade ne pond qu'environ 160 œufs par an, de mi-octobre à début avril. S'il existe, ailleurs sur le continent, des pintades pendant leurs œufs d'automne, et s'il est possible de les importer, nous aurons alors des œufs toute l'année. Tous ceux qui auraient des informations sur cette caractéristique particulière sont invités à nous contacter.

## Satisfaits ? Dites-le autour de vous !

Les centaines de spécialistes, des agriculteurs aux chercheurs, qui participent aux rencontres organisées et lancées par le CTA devraient multiplier les occasions de partager les informations et leur expérience. C'est une des conclusions principales d'une évaluation menée en 1998, des activités du Centre entre 1994 et 1997, visant à favoriser les contacts et l'échange d'informations. Au cours de cette période, le CTA appuie son soutien à 289 événements (séminaires, ateliers, visites d'étude et parrainage

qui offrent ces rencontres. Bien que la majorité des bénéficiaires de ces rencontres gardent le contact avec leurs nouveaux amis, ils pourraient faire davantage pour partager leur acquis au sein de leur communauté et avec leurs collègues. Les auteurs ont proposé qu'on invite les participants soumettent une proposition décrivant la manière dont ils font part de leur expérience après la rencontre.

Ainsi que le dernier rapport annuel du CTA le constate, le programme 1998 visant à favoriser les contacts et l'échange d'informations a porté sur 57 événements



Michael Oneka est conseiller technique du programme Afrique de Wetlands International, un réseau mondial à but non lucratif œuvrant à la conservation des zones humides et des espèces qui y vivent. Il dirige aussi une entreprise d'édition-conseil, AYA Press. Michael a été chercheur pour les parcs nationaux d'Ouganda et professeur. Il est docteur (PhD) de l'Université agricole de Wageningen, aux Pays-Bas.

## Conservation de la nature

# L'expérience permettra de dépasser les dilemmes

**Espèces en danger, biodiversité en déclin, zones humides en péril, lacs en voie de tarissement : autant de problèmes largement reconnus. Nombreux sont les décideurs et experts qui sont convaincus qu'ils vont trouver la bonne façon de conserver la nature. Mais cette ambition est ridicule. Le progrès ne peut venir qu'à force de tâtonnements et d'expériences. C'est ce qu'il faut admettre en premier lieu.**

J'ai grandi dans un village proche du parc des Murchison Falls, dans le nord de l'Ouganda. Il m'est difficile d'oublier les nuits sans sommeil, quand tout le monde tapait sur des casseroles pour dissuader les éléphants du Parc d'entrer dans le village. Là où ils passaient, ils ne laissaient que ravages. Plus tard, j'ai réalisé que les nuisances de la faune sauvage constituent un problème largement répandu en Afrique. Les lions et les léopards, par exemple, menacent directement les gens, attaquent leur bétail et leurs volailles.

Quand j'ai été chercheur dans le même parc, j'ai pu me rendre compte de la complexité des choix à faire. Les nécessités de la conservation sont aussi réelles et urgentes que les besoins des habitants locaux. Je suis convaincu que la seule façon d'aller de l'avant consiste à chercher ensemble des équilibres délicats. Dans l'idéal, les parcs et réserves ne seraient plus nécessaires, la biodiversité serait conservée, les animaux seraient libres de leurs mouvements, et cela ne poserait pas de problèmes aux gens.

Dans les années 50, les parcs étaient la principale réponse au besoin de conservation de la nature. Il s'agissait de trouver des zones qui puissent convenir et de les clôturer physiquement et légalement afin de tenir les humains à distance et laisser la nature suivre son cours.

Beaucoup de changements sont intervenus ensuite. Dans bien des cas, il s'est avéré impossible de laisser faire la nature. Dans de nombreux parcs, le nombre d'herbivores a rapidement augmenté, du fait des possibilités réduites de migration et de la moindre pression de chasse dans les zones protégées. La végétation ligneuse a alors rapidement disparu, ce qui a eu des conséquences désastreuses sur la biodiversité. Ces changements étaient pourtant très visibles, mais les personnes concernées n'ont pas compris les dynamiques globales en jeu.

Depuis le début des années 90, les processus participatifs sont devenus à la mode. Il y

a de nombreux exemples de plans de chasse contrôlée combinés avec des efforts de développement du tourisme. Mais, dans la plupart des cas, l'information est insuffisante et les habitants des zones protégées ne se sentent pas concernés. Dans des pays comme l'Angola, la Zambie ou la Mauritanie, beaucoup de parcs et de zones protégées n'existent que sur les cartes. Ils ont été conçus par des experts et approuvés par les parlements, mais les gens sur place n'ont rien eu à dire. Le nombre d'animaux a été surestimé faute de comptage systématique. Le nombre d'animaux a aussi diminué du fait du braconnage

La conservation des zones humides et des lacs africains est face à des défis comparables. Concernant le lac Victoria, les scientifiques discutaient de l'introduction de gros poissons, qui se seraient nourris de poissons plus petits. Les pêcheurs auraient eu à pêcher de plus gros poissons en moins grand nombre. La perche du Nil a été introduite dans le lac. Les perches se sont multipliées, éliminant la plupart des petits poissons qui avaient pourtant un grand intérêt socio-économique. D'autres zones humides ont connu des bouleversements similaires. Certaines ont disparu, et avec elles le mode de vie de populations entières.

*“ Dans la plupart des cas, l'information est insuffisante et les habitants des zones protégées ne se sentent pas concernés. ”*

pour la viande, l'ivoire, la corne de rhinocéros, ou à cause des guerres civiles dans plusieurs régions d'Afrique. La désillusion a gagné les habitants. Les touristes sont restés chez eux : il n'y avait plus rien à voir.

### Des succès avec l'élevage du gibier

Les politiques de conservation de la vie sauvage ont accordé la plus grande attention à des usages non destructifs comme le tourisme. Au Kenya, au Zimbabwe, au Botswana, au Burkina Faso, des comités locaux de village ont été créés pour décider de quotas de chasse et du partage des produits de la chasse et du tourisme. En Afrique australe, la forte demande de viande sauvage et de trophées de chasse a conduit à la création de ranches d'élevage. Une fois que les gens auront appris à élever des animaux comme l'aulacode, le phacochère ou l'impala, il devrait y avoir moins de disputes à propos du gibier restant dans les zones protégées. Pour bénéficier davantage de ces possibilités, il faudrait un environnement commercial plus favorable et de meilleures infrastructures de production.

Dans les zones humides, le mode de vie des habitants est intimement lié à l'environnement. La pêche, le piégeage des oiseaux, les cultures, la récolte de matériaux pour fabriquer des nattes ou des bateaux, tout cela forme l'économie locale. Mais l'eau sert aussi à approvisionner les villes en électricité et à irriguer les campagnes. La construction des barrages est une autre menace sérieuse.

L'expérimentation et le débat informé entre acteurs concernés sont indispensables. Les activités de conservation doivent être conçues pour faciliter l'accumulation d'expériences. C'est comme un puzzle complexe et dynamique qu'il faudrait résoudre. Cela suppose de bons systèmes d'éducation. Dans le long terme, les générations futures seront aux commandes et nous devons préparer une société qui respecte les principes de la durabilité.

*Les opinions exprimées dans cette rubrique sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.*

